

PARIS (MPE-Média) – L'Europe doit muscler ses interventions financières et séparer davantage l'action de ses Etats et de leurs banques, vient de déclarer le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) M. Angel Gurría s'exprimant à Bruxelles avant un sommet des ministres des finances des 27, pour y présenter les conclusions d'études réalisées par l'OCDE sur les économies de la zone euro et de l'Union européenne.

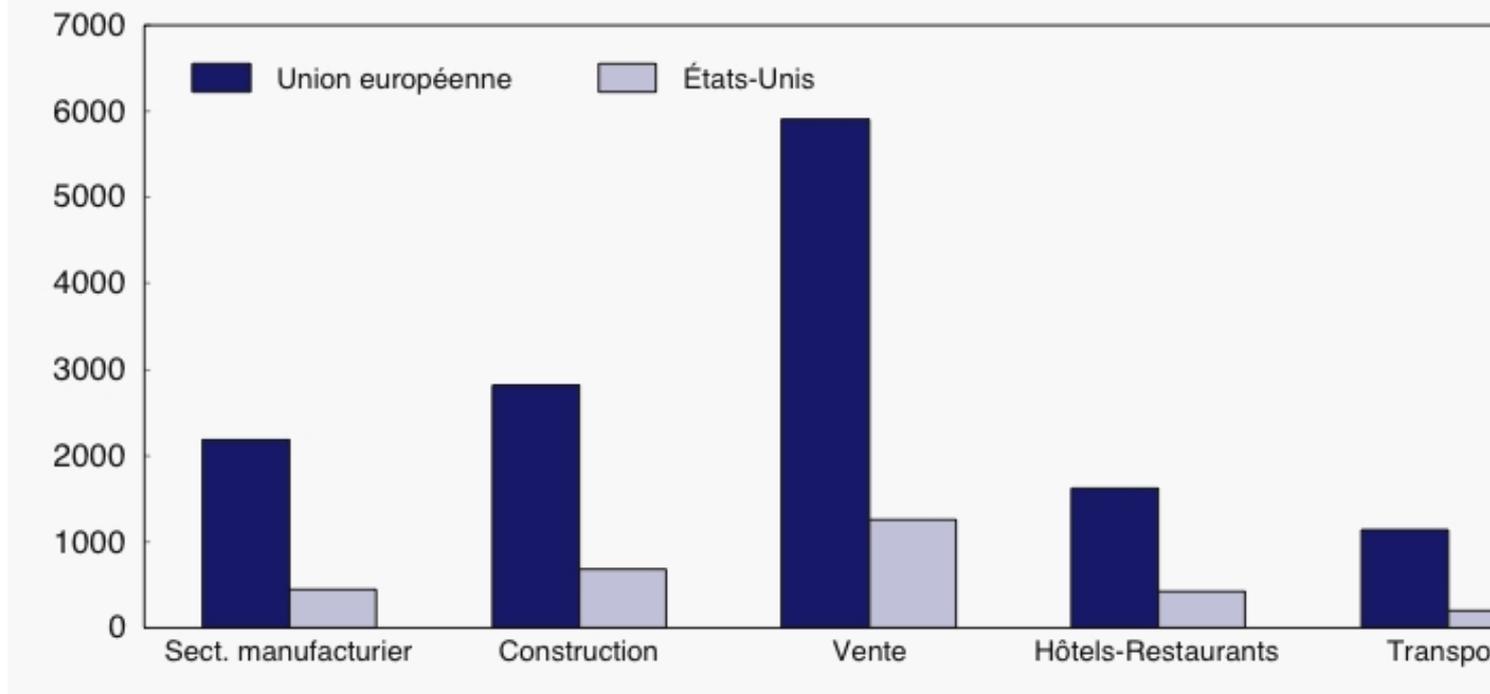


Anger Gurría, Secrétaire général de l'OCDE (ph SD MPE-Média)

« Les ministres des Finances des pays de la Zone euro qui se réunissent cette semaine doivent démultiplier la puissance de feu du Fonds européen de stabilité financière et la porter à 1.000 milliards d'euros au moins », a déclaré ce mardi le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría lors de sa présentation à Bruxelles de deux études économiques respectivement consacrées par l'Office à la Zone euro et à l'Union européenne. Notant que les marchés semblent avoir déjà perçu les efforts de l'UE, M. Gurría pense que ces efforts doivent être amplifiés pour tourner définitivement la page de la crise des dettes souveraines et de ses

économies, afin qu'un retour à une croissance durable soit possible.

Graphique 4. Nombre d'entreprises par secteur
En milliers, 2006



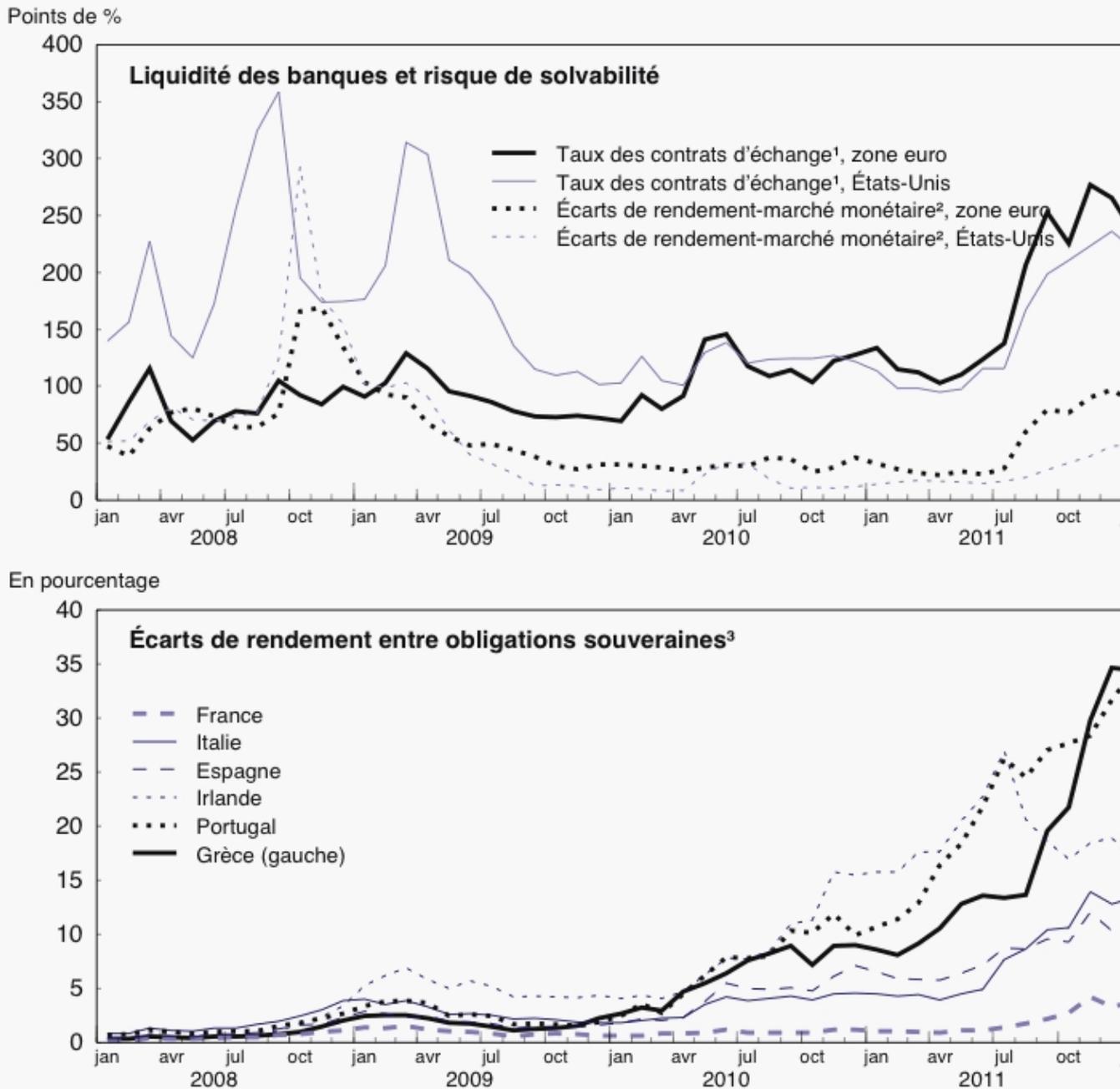
Source OCDE 2012

Ce qui suppose selon lui une meilleure assise des banques et un engagement financier plus fort de la Banque centrale européenne dans ce cadre : « ces réponses à court terme ont besoin de plus de moyens dans un contexte où le nombre de chômeurs reste important, au-dessus du seuil des 10% de la population active », relève Angel Gurría.

M. Gurría estime que « le niveau des engagements des Fonds de secours n'est pas suffisant pour rétablir la confiance des marchés », ajoutant qu'un « pare - feu financier crédible fournira

aux gouvernements la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir se concentrer en priorité sur la revitalisation de la croissance économique et de la compétitivité de l'Europe ».

Graphique 1. Indicateurs des risques bancaires et souverains



1. Taux moyen des contrats d'échange sur risque de défaillance bancaire à cinq ans.
2. Écart entre le taux interbancaire à 3 mois (Euribor pour la zone euro, Libor pour les États-Unis) et le taux des contrats d'échange à un jour.
3. Rendement des obligations souveraines à 10 ans par rapport à celui de l'Allemagne.

Source : Datastream.

Source OCDE 2012

« Des conditions financières faibles, un assainissement budgétaire et un ajustement économique restreignent la demande à court terme avant même que les bénéfices à long terme sur la stabilité et la croissance ne se fassent ressentir » a déclaré M. Angel Gurría.

Des mesures décisives à prendre

« Des mesures décisives doivent être prises maintenant pour rétablir la confiance et soutenir la demande. »

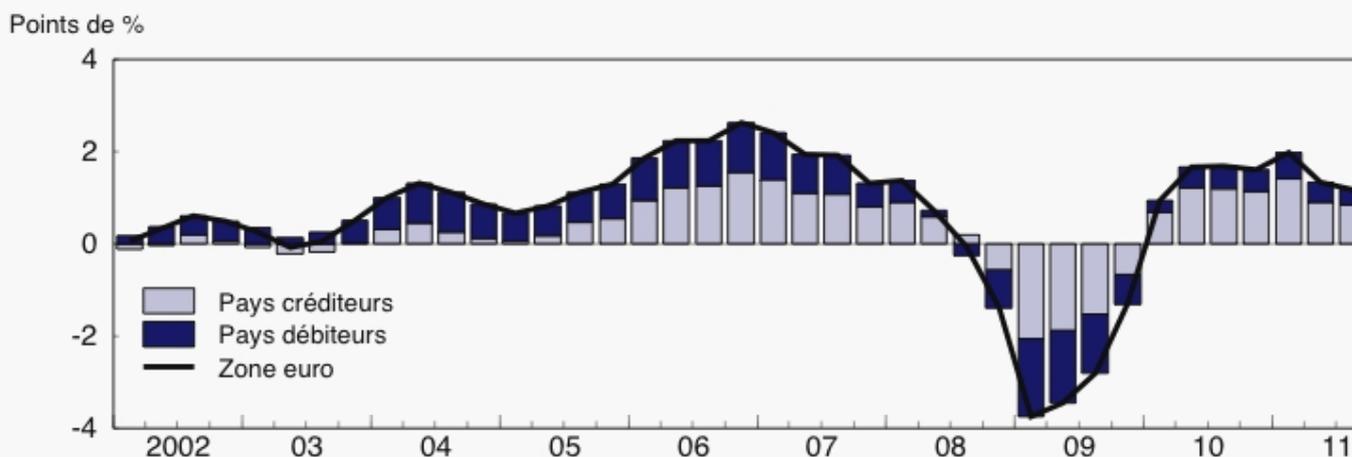
« Les récentes mesures déjà prises pour renforcer la discipline fiscale , fournir de la liquidité et mettre en place des réformes favorisant la croissance – en particulier en Grèce , en Italie au Portugal et en Espagne- sont des avancées importantes vers des perspectives économiques plus favorables, les défis restent néanmoins de taille », a souligné Angel Gurría.

« Les déséquilibres économiques, budgétaires et financiers dans la Zone euro y ont entraîné un affaiblissement des bilans des banques, une hausse du chômage et un ralentissement de la croissance.

Les auteurs de l'Étude économique appellent de leurs vœux l'adoption d'un programme ambitieux de réforme des marchés de produits et du marché du travail ainsi que de la fiscalité et de l'enseignement destiné à rééquilibrer l'activité économique, à rétablir la compétitivité, à stimuler la croissance et à faire reculer des taux de chômage chroniquement élevés – en

particulier parmi les jeunes. Ils affirment que nombre de réformes auront pour effet de donner un coup de fouet à la croissance, même à brève échéance », poursuit le secrétaire général de l'OCDE.

Graphique 2. Croissance dans les pays créditeurs et les pays débiteurs
Contributions à la variation en pourcentage du PIB de la zone euro en glissement



1. Les pays créditeurs ou débiteurs sont définis par leur position extérieure nette en pourcentage du PIB. Les pays débiteurs, représentant 60 % du PIB de la zone euro, sont l'Autriche, l'Espagne, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, la République slovaque et la Slovénie, tandis que les pays créditeurs sont l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales* et OCDE, *Base de données économiques de l'OCDE*.

Source OCDE 2012

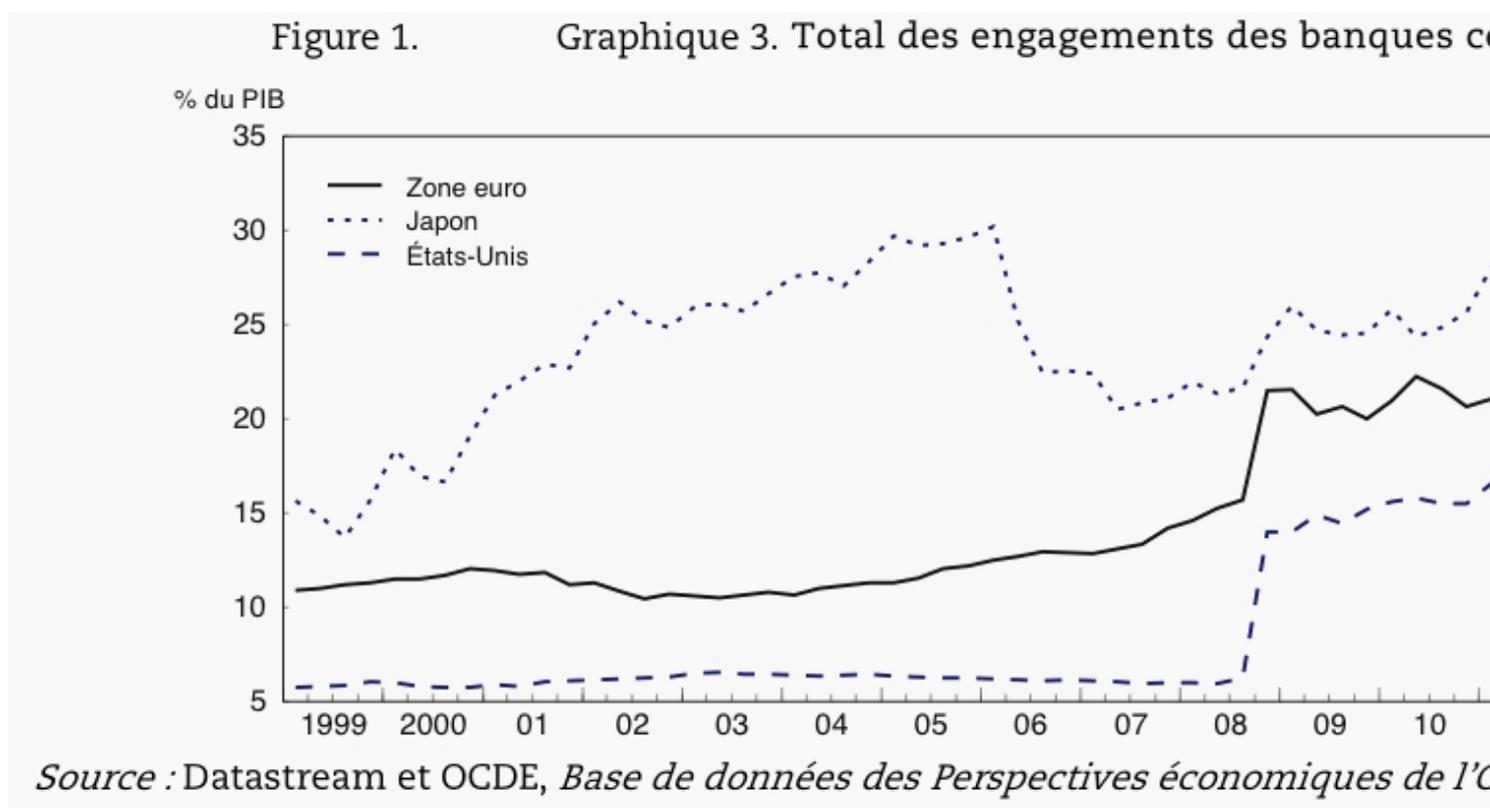
« L'UE est au point mort »

Selon M. Gurría, « l'Europe est au point mort et doit passer à la vitesse supérieure en faisant de la croissance sa priorité numéro un ».

« Pour dynamiser la croissance au niveau de l'UE, un changement de cap radical s'impose

dans la manifestation de l'engagement politique à l'égard du Marché unique. L'OCDE estime que les réglementations nationales, la rigueur et la piètre mise en œuvre des règles communautaires en vigueur freinent souvent l'activité économique internationale, la croissance et la création d'emplois, et minent l'efficacité et la compétitivité de l'économie de l'UE », continue M. Gurria.

« L'OCDE considère qu'il faut aller plus loin dans l'ouverture des marchés de services, en particulier en Allemagne où ceux-ci demandent à être développés », souligne M. Gurria.



Source OCDE 2012

« Le marché unique doit être amplifié, sécurisé par de nouvelles mesures à la fois financières, fiscales, centralisées. L'Union touche à ses limites et doit les repousser en changeant de braquet, en modifiant son mode de management pour prendre pleinement en compte les risques souverains et mieux répondre aux besoins de ses habitants », ajoute Angel Gurria.

« Les auteurs de l'Étude économique préconisent la réalisation d'un examen annuel des obstacles qui, dans chaque pays, empêchent de profiter pleinement d'un marché fort de 500 millions de consommateurs.

Bien qu'on dénombre en Europe quelque 24 millions de chômeurs, la plupart des pays de l'UE anticipent une aggravation des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs. La mobilité de l'emploi au sein de l'Europe est faible », argumente M. Gurria.

Encourager les migrations

« L'UE devrait encourager les migrations afin d'aider les travailleurs et les entreprises à atteindre l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Les deux Études économiques mettent l'accent sur la nécessité, pour l'Europe, de réformer en profondeur la surveillance et la réglementation financières, de se doter d'un système efficace de résolution des crises et de dénouer les liens trop étroits existant, dans les différents pays, entre les banques et l'État », conclut le Secrétaire général de l'Organisation.

Angel Gurria s'est souvenu d'un emprunt réalisé par le Mexique dont il est originaire voici 43 ans, auprès de l'Europe, qui avait encore toutes ses monnaies d'origine mais construisait déjà son avenir malgré la complexité des changes : « c'était beaucoup plus difficile que ce qui reste à faire aujourd'hui ».

M. Olli Rehn, Vice-Président de la Commission européenne en charge des affaires économiques et de l'Euro a ensuite pris la parole pour dégager les points jugés importants dans les études de l'OCDE : « beaucoup de chemin a déjà été réalisé. Beaucoup reste à faire pour consolider le marché unique européen. Nous allons présenter sans tarder un projet de nouvelle gouvernance économique de l'Union Européenne en ligne avec les exigences de l'emploi et d'une croissance durable. Nous reconnaissons le bien fondé des remarques de l'OCDE et

allons renforcer les mesures financières et de gouvernance requises pour booster la reprise économique en Europe », a-t-il conclu.

Réponses à la presse

Répondant aux questions de la presse présente à Bruxelles, M. Gurria a estimé que la banque centrale européenne devait amplifier son soutien aux banques nationales « car c'est ce que font toutes les banques fédérales ailleurs dans le monde ».

« L'Europe est puissante, elle a tous les moyens de ses ambitions. Il lui reste seulement à déployer sa puissance et à utiliser l'intégralité de ses moyens, plus fortement et d'une façon permanente pour sortir définitivement d'affaire ceux de ses pays qui sont en difficulté », ajoute Angel Gurria.

« La capacité de l'Europe à consolider ses dettes et à réinvestir dans des programmes régionaux cohérents est réelle. Dans une période où il faut sortir du bois, l'austérité ne peut pas être une fin en soi, mais c'est un instrument, un moyen d'accéder à la confiance et permettre le retour de la confiance et de la croissance », répond M. Gurria.

« Oui, il faut prouver au marchés sans faiblir qu'on peut miser plus et mieux dans la situation actuelle », martèle Angel Gurria.

Répondant à un journaliste italien lui demandant si le pire était derrière nous ou non, le Secrétaire général de l'OCDE a noté que la régulation économique engagée par le gouvernement de M. Monti correspondait à elle seule à une amélioration de 0,5% de son produit intérieur brut à venir.

OCDE : L'UE peut et doit mieux faire

Écrit par Administrator

Mardi, 27 Mars 2012 14:28 - Mis à jour Vendredi, 28 Octobre 2016 16:28

Propos recueillis par Jo Gatsby

Plus de détails :

<http://www.oecd.org/home/>